



HAL
open science

La politique rurale : nouveau défi pour la stabilité sociale

Marie Schwoob

► **To cite this version:**

Marie Schwoob. La politique rurale : nouveau défi pour la stabilité sociale. China Analysis, 2012, pp.30 - 33. hal-03582884

HAL Id: hal-03582884

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03582884>

Submitted on 21 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

diplomatie est utilisé pour masquer la faiblesse politique. La Chine doit au final abandonner l'idée trompeuse selon laquelle un pays fort doit gouverner en recourant à la violence et abuser de son pouvoir. Pour Wang, l'instrument militaire ou la confrontation directe ne constituent pas une solution. Par ailleurs, la créativité dans le recours aux normes internationales pour protéger les intérêts chinois doit se faire avec patience, parce que « ceux qui ont hâte n'atteignent pas leur but ».



7. La politique rurale : nouveau défi pour la stabilité sociale

MARIE-HÉLÈNE SCHWOOB

SOURCES :

- Zhao Shukai⁴⁸, « La «nouvelle destinée» des paysans », *Zhongguo Gaige - China Reform, Caixin*, 2012, n°2, 1^{er} février 2012.
- Sun Liping⁴⁹, « Wukan montre le chemin de la paix et de l'ordre durables », *Zhongguo Gaige - China Reform, Caixin*, 2012, n°2, 1^{er} février 2012.
- Zhu Jiangang⁵⁰, « Chercher comment sortir du piège de la transition », *Zhongguo Gaige - China Reform, Caixin*, 2012, n°2, 1^{er} février 2012.

Ces dernières décennies, l'urbanisation et l'industrialisation accélérées ont considérablement transformé la société et le territoire chinois. La réquisition de terres agricoles afin de satisfaire des villes avides de s'étendre ne constitue pas un phénomène

48 Zhao Shukai est chercheur au centre de recherche pour le développement du Conseil d'État.

49 Sun Liping est professeur à l'université de Tsinghua.

50 Zhu Jiangang est directeur du centre de recherche pour le développement de la société et de la citoyenneté de l'université de Sun Yat-sen.

particulièrement nouveau. La nouveauté réside dans l'ampleur de la mobilisation des milieux ruraux, qui ne n'acceptent plus d'être laissés à la marge des progrès économiques du pays, et qui dénoncent avec de plus en plus de force l'écart qui se creuse toujours plus entre les villes et les campagnes. Les événements qu'a récemment connus le village de Wukan ont montré que les familles rurales étaient en mesure de protester et de réclamer aujourd'hui une évolution de la manière dont elles sont traitées sur le plan politique.

Au cœur de la contestation se retrouvent bien souvent les problèmes liés aux réquisitions de terres arables. Les vastes dimensions du territoire chinois masquent en réalité une rareté des surfaces propres à accueillir le développement des activités humaines, et une compétition féroce s'est installée entre les usages urbains et ruraux de la terre, bien souvent au détriment des habitants des campagnes. Les familles paysannes qui voient leurs terres être réquisitionnées pour permettre la réalisation de projets urbains reçoivent généralement une compensation financière en échange, calculée sur la base du revenu de la terre – soit un montant dérisoire en comparaison au prix de revente des terrains aux promoteurs immobiliers, qui permet aux gouvernements locaux d'engranger des bénéfices considérables. Par ailleurs, beaucoup de paysans s'inquiètent de leurs moyens de subsistance après la réquisition de leurs terres. Les paysans sans terres, de plus en plus nombreux, perdent non seulement la base de leur revenu quotidien, mais également ce qui leur faisait office de systèmes de protection sociale et de retraite, bien souvent inexistant dans les campagnes. Comme l'explique Zhu Jiangang, le système de « passeport intérieur » (户口, *hukou*) ne leur permet pas de s'établir durablement ailleurs, et les habitants des campagnes n'ont d'autre choix que de retourner vers leurs terres perdues, seul lieu de vie possible.

L'un des problèmes principaux mis en avant dans les articles – et en particulier par celui de Zhao Shukai – est la sous-représentation des habitants des campagnes dans le processus de décision politique. Ces dernières années, les problèmes ayant trait à l'agriculture et aux milieux ruraux ont été placés au sommet de l'agenda politique national. Zhao Shukai souligne que, en dépit de cette évolution, les travailleurs migrants et les agriculteurs ont rarement eu la chance de s'exprimer et sont très peu représentés par les dirigeants politiques, qui les considèrent comme de simples « receveurs de prêches » (« 说教的聆听者 », « *shuōjiào* » de *língtīngzhě*). L'auteur rappelle que, ces trente dernières années, nombre de politiques ont encore été élaborées avec l'idée sous-jacente de « domestiquer les paysans » (« 驯化 » 农民, « *xùnhuà* » *nóngmín*).

Cependant, comme le décrit l'article, les requêtes et les idées politiques des habitants des campagnes se sont aujourd'hui affermies, et « les paysans de la nouvelle ère sont en train de changer les principes de fonctionnement de base de la politique ». Zhao Shukai souligne que beaucoup d'agriculteurs migrent vers les villes et y découvrent l'écart considérable existant entre les droits en milieu urbain et rural. En conséquence, s'établit une différence intergénérationnelle très marquée entre les travailleurs migrants venus de la campagne et les parents de ces derniers : les premiers sont plus sensibilisés au sujet de leurs droits, des possibilités d'emploi, de l'expression de leurs opinions et de la construction de leur identité et de leur rôle politique. La nouvelle génération de travailleurs migrants trouve ainsi le courage de réexaminer son rôle social et sa position politique et de remettre en question les vieilles habitudes qui laissaient les habitants ruraux en marge des décisions les concernant.

Pour les auteurs, nombre de milieux ruraux sont néanmoins en train de tomber dans le « piège

de la transition »⁵¹. Selon eux, une réflexion de fond s'avère aujourd'hui nécessaire pour résoudre les problèmes de discrimination entre habitants ruraux et habitants urbains et les contradictions sociales du pays, sans pour autant tomber dans les pièges de la transition. La question est aujourd'hui de construire un système permettant de prendre en considération la nouvelle place politique revendiquée par les habitants ruraux. La construction politique de cette « nouvelle ère paysanne » connaît cependant de nombreux heurts. Pour Zhao Shukai, tant qu'il n'existe pas de voies appropriées de communication entre dirigeants et ruraux, la lutte violente pour la reconnaissance des droits reste inévitable. Le système doit aujourd'hui s'affairer à rechercher et à diffuser des modèles de résolution pacifique des conflits – dont Wukan constitue, aux yeux des dirigeants, un parfait exemple.

Après plusieurs années marquées par la présentation aux autorités de pétitions contre les travers de la politique rurale, des protestations se sont multipliées à Wukan en septembre dernier, amenant plusieurs centaines de villageois à protester devant des bâtiments officiels et industriels. Ce qui constitue l'originalité de cet événement, c'est que, à la suite de plusieurs rebondissements dans les processus de négociation, les autorités et les représentants des protestataires sont arrivés à un accord pacifique. Selon Sun Liping, cet apprentissage du compromis se démarque des deux procédés « extrêmes » habituellement utilisés par les gouvernements

locaux pour la résolution des conflits de terres : ne pas répondre à des demandes légitimes de la population et utiliser la force jusqu'à faire disparaître ces dernières ; ou, au contraire, s'en accommoder en silence et faire taire les protestataires au moyen de compensations financières.

Wukan sert ainsi de modèle à une troisième option, celle de la négociation transparente. Sun Liping souligne que le modèle reste cependant perfectible. L'auteur explique que, lors des négociations, les efforts doivent être concédés de la part des deux groupes d'acteurs, et la logique suggère que le premier pas soit fait par le groupe au pouvoir. Mais, au-delà des questions d'égo, ce pas est généralement difficile à faire car les dirigeants politiques redoutent que les villageois ne se montrent insatiables en matière de revendications. Dans le cas de Wukan, « par chance », les revendications des habitants ont été raisonnables, ce qui a pu mener à un accord entre les deux parties. Sun Liping s'inquiète des dangers cachés du piège de la transition. Si l'auteur concède que certains comportements du gouvernement, conduisant à l'étouffement des contradictions sociales peuvent sembler regrettables, il met aussi en garde contre la simplification excessive du problème, et insiste sur le fait que c'est la logique qui est derrière ces problématiques qui doit être explorée.

Pour Sun Liping, le compromis constitue la clé de la résolution des problèmes de la Chine. Dans un contexte où les contradictions de la société sont de plus en plus nombreuses, des procédures et des principes de résolution de conflit doivent être élaborés pour assurer la stabilité sociale à long terme. L'auteur propose d'abord d'instaurer plus de sévérité à l'égard des gouvernements locaux devenus des entreprises motivées par le profit économique, et de lutter contre la « corporatisation » du gouvernement, qui aggrave les conflits de

51 Le « piège de la transition » (转型陷阱, *zhuaxing xianjing*) est un concept exploré par des chercheurs de l'université de Tsinghua (et en particulier Sun Liping) dans une étude publiée, en 2011, intitulée Rapport sur les progrès sociaux. Il appelle notamment à la prudence dans le processus de réforme et de transition, qui peut selon le rapport donner naissance à des groupes d'intérêt qui peuvent à leur tour bloquer la réforme.

terres. Le rôle du gouvernement doit être redéfini autour de trois fonctions essentielles : l'élaboration et la force de faire respecter les lois ; la médiation entre les différents partenaires économiques et sociaux ; l'arbitrage final des conflits.

Sun Liping propose par ailleurs d'élaborer des lois permettant d'apporter des solutions aux protestations sociales. Aujourd'hui, l'auteur souligne qu'il n'existe pas de voie institutionnalisée de protestation, et que toutes les manifestations sont considérées comme hostiles. Sun Liping propose de poser des limites juridiques à un espace de revendications, afin de faire reposer les méthodes de résolution des conflits sur des lois plutôt que sur des compensations financières. L'auteur ajoute que le gouvernement devrait mettre en place des équipes spécifiquement formées à la résolution des conflits, au sens moral irréprochable et se fondant sur des règles institutionnelles et transparentes, afin de reconstruire la crédibilité du gouvernement dans son ensemble.

D'après Zhu Jiangang, des obstacles institutionnels persistent pour la mise en place d'une gouvernance rurale permettant de garantir la stabilité sociale. D'après lui, si l'incident de Wukan a eu lieu, c'est parce que le fossé s'est creusé entre les intérêts des masses et la politique centrale. Pour l'auteur, le système démocratique rural n'est pas contrôlé par les villageois, mais par un système de castes qui ne laisse pas de place à la formation de groupes d'intérêts locaux. Zhu Jiangang pense que la mise en place de

systèmes démocratiques locaux plus efficaces et à plusieurs niveaux mériterait réflexion. Si la province du Guangdong a d'ores et déjà mis en place nombre d'espaces d'échange entre les dirigeants politiques et la société, Zhu Jiangang pense que ce processus doit être contrôlé attentivement, car l'émergence de groupes d'intérêt peut renforcer l'identification à une communauté mais peut aussi créer nombre de conflits sociaux. L'auteur conclut

« Poser des limites juridiques à un espace de revendications, afin de faire reposer les méthodes de résolution des conflits sur des lois plutôt que sur des compensations financières. »

qu'il serait encore prématuré de prendre Wukan pour modèle, que la situation reste complexe et que la sortie du village hors du piège de la transition dépendra encore des villageois et du gouvernement.

Les propositions de réformes institutionnelles restent timides, et on peut raisonnablement penser que la mise en place de nouvelles contraintes juridiques pourra laisser des marges de manœuvre importantes aux gouvernements locaux. Néanmoins, les événements de Wukan – et surtout leur diffusion nationale en tant que modèle de résolution de conflits fondé sur le compromis – donnent l'espoir d'une évolution d'un

statut politique des résidents des milieux ruraux. Ainsi, si auparavant, la politique rurale ne constituait pour les gouvernements locaux qu'un enjeu d'arbitrage entre intérêts immédiats et respect des décisions centrales, elle est aujourd'hui devenue un véritable enjeu pour la stabilité sociale, qui préoccupe les niveaux centraux de la décision politique. Les évolutions de cette année s'avèreront certainement cruciales pour la construction du rôle politique de populations laissées jusqu'à présent à la marge des évolutions prônant le dialogue entre la société et le gouvernement.